

L'Albanie, refuge inattendu de l'élite afghane

Des familles sont accueillies dans ce petit pays des Balkans, le temps d'obtenir un visa pour les Etats-Unis

REPORTAGE

TRIANA, SHËNGJIN (ALBANIE) -
envoyée spéciale

Il sont ingénieurs, médecins, journalistes, enseignants ou étudiants diplômés. Anglophones pour la plupart. L'élite afghane est ici, en Albanie, rassemblée dans la ville balnéaire de Shëngjin, sur cette côte Adriatique proche du Monténégro, où la chaleur estivale ne s'est pas encore estompée. Arrivés les premiers le 27 août, 121 hommes, femmes et enfants ont une vision surréaliste en découvrant leur hébergement : un hôtel cinq étoiles divisé en plusieurs immeubles avec, trônant au milieu, une parfaite réplique de la statue de la Liberté, symbole d'une destination finale à laquelle ils aspirent. Depuis, d'autres les ont rejoints : 457 réfugiés afghans, qui ignoraient tout de ce pays de transit, jusqu'à son nom, sont désormais logés sur le site, selon la direction de l'établissement.

L'Albanie, comme le Kosovo et la Macédoine du Nord, s'est placée aux avant-postes pour recevoir, à la demande des Etats-Unis, ceux qui, ayant travaillé avec eux, fuient le régime des talibans. Tirana a promis d'accueillir jusqu'à 4 000 réfugiés pour une période transitoire de « douze à quatorze mois », le temps que les procédures d'entrée sur le territoire américain soient réglées. « Pour nous, c'est une cause naturelle. Il y a trente ans, nous étions les Afghans quand nous sommes partis vers les côtes italiennes », assure, jeudi 16 septembre, dans son bureau à Tirana, Edi Rama.

Dès le 19 août, le premier ministre socialiste albanais a publié sur Twitter deux images accablées, l'une montrant des centaines d'Afghans entassés dans un avion militaire américain à l'aéroport de Kaboul, l'autre des milliers d'Albanais prenant d'assaut un bateau cargo, en 1991, après la chute du régime communiste le plus sectaire d'Europe.

Détresse palpable

Pour l'heure, seulement 700 réfugiés afghans ont pu parvenir jusqu'au pays des Aigles, du fait de l'interruption des évacuations. Plus d'une centaine a été prise en charge par la fondation Soros dans la ville portuaire de Durrës, à l'ouest de Tirana. En Albanie, petit pays balkanique de moins de 3 millions d'habitants, où le salaire mensuel moyen ne dépasse pas 460 euros, le choix de les accueillir ne se discute pas, y compris dans les rangs de l'opposition ; même si l'ex-président et figure de la droite Sali Berisha, accusé de

Des réfugiés afghans au bord de la mer, à Shëngjin, en Albanie, le 14 septembre.

ENRI CANAJ/MAGNUM
PHOTOS POUR - LE MONDE -



En Albanie, le choix d'accueillir des réfugiés ne se discute pas, y compris dans les rangs de l'opposition

corruption, a été déclaré persona non grata outre-Atlantique.

« Les Albanais doivent tout aux Etats-Unis, depuis leur intégration dans les instances internationales, dont l'OTAN [en 2009], jusqu'à leur stabilisation, en passant par des gros projets énergétiques... », explique Sébastien Gricourt, directeur de l'Observatoire des Balkans à la Fondation Jean-Jaurès. « Ils prennent très au sérieux leur rôle dans l'OTAN et accueillent une partie des réfugiés relève d'une politique intelligente, car ils n'ont pas beaucoup de choses à offrir aux grands pays », confirme Toby Vogel, spécialiste des Balkans, basé à

Bruxelles. Frustrés par le blocage de leur adhésion à l'Union européenne, l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine du Nord, « pays les plus pro-américains du monde », cherchent plus que jamais à s'attirer les faveurs de Washington, poursuit cet expert.

A Shëngjin, à 70 kilomètres au nord de Tirana, le contraste entre les conditions dramatiques du départ des réfugiés et le cadre sinon luxueux du moins ludique de leur situation est saisissant. Les jeunes garçons s'ébattent en riant dans la piscine. Des parties de badminton ou de volley-ball s'organisent tout autour. Et, lorsque le soleil décline, les femmes prennent le chemin de la plage toute proche. Des adolescentes s'aventurent dans l'eau en gloussant et en remontant leurs tuniques sur leurs pantalons. Beaucoup n'avaient jamais vu la mer jusqu'ici. Avec gourmandise, Latifa, coquette jeune fille de 15 ans, et ses copines, jeans troués aux genoux et faux ongles apparents, dégustent un épi de maïs grillé offert spontanément par une touriste albanaise.

Au milieu des derniers vacanciers, la détresse des Afghans, qu'on reconnaît au premier coup d'œil à leur façon de se cramponner à leurs téléphones portables, n'en est pas moins palpable. « Physiquement je suis ici, mais mentalement je suis restée là-bas », murmure Linda Mohammadi. Ses beaux yeux verts se voilent de tristesse lorsqu'elle confesse ne pouvoir montrer aucune photo de sa vie « d'avant ». Comme beaucoup ici, la jeune femme de 26 ans, diplômée en agriculture et en génétique, a tout

effacé sur son téléphone portable, son profil sur Facebook, son compte Instagram, de peur que les talibans ne les trouvent.

Employée par une ONG américaine, qu'elle implore de ne pas citer, Linda raconte la séparation douloureuse d'avec sa famille, les heures passées aux portes de l'aéroport de Kaboul, la terreur qui s'est emparée des 67 passagers de son bus affrété par un organisme américain, lorsqu'ils apprennent, à peine après avoir enfin franchi les derniers barrages, l'attentat-suicide du 26 août qui a fait plus d'une centaine de morts, dont 13 soldats américains. « A partir de ce moment-là, on nous a demandé de tout laisser, pour ne prendre avec nous que notre téléphone portable, ou un ordinateur, et nos papiers. On a fait le tri par terre. »

Dans la panique, Linda Mohammadi perdit ses compagnons et embarqua le 28 août à bord de l'un de ces avions militaires américains remplis de centaines de personnes, dont les images ont fait le tour du monde. Direction le Qatar, avant d'être transportée, deux jours plus tard, en Albanie. Consigne avait été donnée de rester dans le même groupe formé depuis Kaboul.

Tous les passagers de ce bus ont en effet reçu le même précieux sésame, une lettre de l'Institut de technologie agricole de l'université du Michigan, avec lequel ils travaillaient souvent depuis des années, leur annonçant leur éligibilité au départ. Najib (le prénom a été changé à sa demande), 39 ans, titulaire d'un PhD (doctorat) obtenu dans cette université, est, lui, arrivé directement en Albanie depuis Kaboul avec sa

« Physiquement je suis ici, mais mentalement je suis restée là-bas »

LINDA MOHAMMEDI
Afghane de 26 ans

femme et ses trois jeunes enfants. Suspendue à son cou, la petite dernière, âgée de 5 ans, ne le lâche pas un instant.

« Trois fois, je suis parti aux Etats-Unis et, trois fois, je suis revenu pour vivre et travailler en Afghanistan, soupirer-t-il. Et on a dû tout laisser derrière nous. La dernière chose à laquelle j'ai pensé en fermant la porte de la maison, c'est que ces vingt dernières années étaient terminées. Tous les progrès effectués, tout le travail réalisé, tout ça, c'est fini. » Promu coordinateur du groupe « Michigan University » à bord du bus d'exfiltration, il le reste ici, à Shëngjin.

Haine pour les talibans

La même organisation, avec des « coordinateurs » à la tête de différents groupes, prévaut en effet chez les autres réfugiés, chacun dépendant de l'organisme avec lequel il était en relation et qui l'a inscrit sur les listes des évacuations. Ce sont ces mêmes organismes ou associations, et non le gouvernement américain, qui financent leur hébergement et la nourriture ; l'Albanie, elle, prend à sa charge l'accès aux soins. On croise ainsi le groupe des « journalistes », vingt-cinq rédacteurs, producteurs et graphistes, celui d'une fondation américaine privée, un groupe d'étudiants, un autre en relation avec une ONG humanitaire...

Enseignant en journalisme à l'université d'Herat, troisième ville afghane située au nord-ouest du pays, Faisal Karimi, dirigeait aussi l'Institut for Research and Media Studies, où plusieurs femmes journalistes afghanes ont été formées. « Les talibans nous détestent. J'ai reçu des messages de menace, puis des voisins m'ont dit qu'ils étaient venus à

mon bureau et qu'ils me cherchaient. » Il décide alors de fuir la ville et de gagner au plus vite Kaboul en bus, avec sa famille, affublé d'une fausse barbe. Le 7 septembre, en Albanie, il a appris que son cousin photographe, Morteza Samadi, avait été arrêté par les talibans alors qu'il couvrait une manifestation de femmes. Discrète, une présentatrice connue de journaux télévisés a préféré elle aussi quitter la capitale afghane, après une ultime interview avec les nouveaux maîtres du pays.

Tous partagent une même haine pour les talibans, revenus au pouvoir après vingt ans de règne, et pour l'ex-président Ashraf Ghani, en fuite, qu'ils accusent d'avoir passé un « deal » avec les fondamentalistes islamistes. Si ces derniers ont changé ? La question fait rire Najib. « Tu ne peux pas nommer des religieux ministres, pour diriger l'économie, l'agriculture ou l'éducation ! » Il se rembrunit. La moitié du personnel lié à l'université du Michigan, encore sur place, ne parvient pas à quitter le pays. Et, comme eux, des milliers d'Afghans restent en attente d'une solution, alors que la situation humanitaire se dégrade. Au bord de la piscine, Mahmoud, dentiste, se prend la tête dans les mains. Faute de passeports, sa femme et ses enfants n'ont pas pu partir en même temps que lui.

Dans son bureau tapissé d'un papier peint qu'il a lui-même dessiné – il a étudié les beaux-arts à Paris –, Edi Rama se veut réaliste. « Ça prendra sans doute plus d'un an avant qu'ils ne puissent se rendre aux Etats-Unis, dit-il, et nous allons devoir trouver des solutions pour l'éducation des enfants. Nous devons nous préparer, aussi, à ce que le financement des organisations américaines prenne fin. » Au pouvoir depuis septembre 2013, le premier ministre albanais parle d'expérience. Depuis 2014, à la demande de Washington, le pays accueille 3 000 moudjahidine du peuple iranien, arrivés après le retrait des forces américaines d'Irak, où ces opposants radicaux au régime de Téhéran avaient été regroupés, ainsi qu'ing Ouyang sortis de Guantanamo en 2006. ■

ISABELLE MANDRAUD

Chaque mois, un voyage à travers le temps et les grandes civilisations à l'origine de notre monde
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX